



# Contre les reculs sociaux, le syndicalisme devrait réagir. Allons-y tous ensemble !

C'est « Noël » chez Bosch (première entreprise d'équipements automobiles avec un bénéfice de 1,7 milliard) : le patron annonce le retour aux 40 heures payées 35 pour 10 400 salariés ! L'usine de Lyon était déjà passée aux 36 heures payées 35. C'était du chantage : les salariés devaient accepter ce recul, ou être « délocalisés ».

Mais jusqu'où iront-ils ? C'est simple : des élus UMP, soutenus par Sarkozy, étudient une loi pour arrêter de payer les heures supplémentaires.

Quant à Villepin, il a reçu en grande pompe les syndicats le 12 décembre. Il a un truc pour le pouvoir d'achat : devenir actionnaire, en conseillant aux patrons de verser des « dividendes du travail » (un peu des profits) en primes ! Mais pas un euro de plus sur les feuilles de paie. Il a un autre truc pour les licenciés : les chômeurs seraient sous « contrat de transition » avec des organismes publics ou privés, mais sans embauche. Du super-intérin...

Quant aux chômeurs, dont 50 % ne sont pas indemnisés, la présidente du Medef annonce qu'elle ne versera aucun centime de plus à l'Assedic.

Vraiment, c'est un automne et un hiver pourris pour les droits sociaux.

## LES RECULS SOCIAUX DETRUISENT LES LIENS DE SOLIDARITE

Ce qui s'est passé cet automne est un signal d'alarme. La révolte des quartiers populaires montre qu'un trop-plein de colère est atteint : trop de chômage dont on ne sort jamais, trop de mépris et d'insultes contre les couches populaires et les jeunes, trop de discriminations selon la couleur de peau. Et trop de police, chauffée à blanc par Sarkozy, là où il faudrait une écoute, des services publics, des écoles, des créations d'emplois.

Si nous laissons faire, la solidarité perdra du terrain dans les relations de voisinage, entre salariés (salariés des services publics et usagers), entre Français et immigrés, entre les mêmes catégories sociales exploitées. Tout cela fait le lit du Front National, comme les sondages le révèlent dramatiquement. Le racisme est en hausse. Allons-nous laisser un Le Pen, un nazi,

dominer la vie politique ? Peut-on laisser les violences de Sarkozy sans riposte et l'état d'urgence policière de Villepin sans réaction ?

La démocratie et les conquêtes sociales sont en danger. Réagissons pendant qu'il est encore temps.

## LES LUTTES SOCIALES SONT RESTEES TROP ISOLEES

L'automne a connu plusieurs grèves en défense des services publics ou de l'emploi, comme la SNCM à Marseille, les tramonts, les cheminots. Mais elles sont restées isolées, parfois incomprises, alors que les salariés se battent le dos au mur, pour empêcher les privatisations, qui mènent à la faillite. On l'a vu à EDF : à peine entrée en Bourse, EDF supprime 6 000 emplois pour faire monter le cours de l'action. On l'a vu à GDF : privatisée, ses tarifs augmentent de 30 % en un an.

Il n'y a pas eu de suite à la journée unitaire de grève et de manifestations du 4 octobre, alors que les salariés l'attendaient.

## IL FAUT UN MOUVEMENT NATIONAL, INTERPROFES- SIONNEL !

Les cheminots ont fait peur au gouvernement parce qu'ils ont annoncé une grève reconductible. En 1995, il y a dix ans, Juppé a reculé sur les retraites après 5 semaines de grève.

Ce gouvernement est antisocial, brutal, autoritaire, dangereux.

Le syndicalisme, avec le soutien des forces politiques de gauche et d'extrême-gauche, peut construire une riposte efficace et unitaire. Mais il faut des revendications claires. Les salariés du privé et du public exigent des augmentations de salaire : il faut 300 euros de plus pour arrêter la dégringolade du pouvoir d'achat. Chômeurs, salariés, personne ne devrait recevoir moins que le SMIC, qui est le minimum vital. Par la mobilisation et par la loi, interdisons les licenciements, et imposons une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire !

Le 19 décembre 2005

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....